



LA FAO ET LA FORESTERIE



Nouveau chef pour le Département des forêts de la FAO

Le Département des forêts de la FAO souhaite la bienvenue à son nouveau chef, le Sous-Directeur général Eduardo Rojas-Briales, en poste depuis le 1^{er} mars 2010.

E. Rojas-Briales, de nationalité espagnole, arrive à la FAO de la Faculté d'agronomie de l'Université polytechnique de Valence (Espagne), où il était professeur de sciences forestières dans le programme de maîtrise depuis 2003. En 2004, il a été nommé vice-doyen de la faculté.

E. Rojas-Briales est titulaire d'une maîtrise en sciences forestières décernée par l'Université de Fribourg (Allemagne) et d'un doctorat de l'Université polytechnique de Madrid (Espagne). Entre 1992 et 1998, il était directeur de l'Association catalane des propriétaires forestiers. Il a également été professeur de politique forestière à temps partiel à l'Université de Lleida, en Espagne (entre 1994 et 2000). De 1996 à 1999, il a dirigé le secteur des politiques forestières du Bureau régional de la Méditerranée de l'Institut forestier européen, où il était chargé de projets de foresterie multifonctionnelle comme moteur de développement rural, de projets de gestion et de politiques forestières multifonctionnelles pour les zones montagneuses, ainsi que de projets relatifs à des programmes forestiers nationaux. Entre 1999 et 2003, il a été consultant en matière de politiques forestières. Plus tôt dans sa carrière, il avait travaillé pour les services forestiers d'Allemagne et de Catalogne (Espagne).

Ses domaines d'intérêt et d'expertise comprennent en particulier la sylviculture, le boisement, les lois forestières, les politiques forestières, les programmes forestiers nationaux et régionaux et la réforme institutionnelle.

Depuis 1997, Eduardo Rojas-Briales a fait partie d'un grand nombre de commissions et de conseils, dont le Conseil consultatif scientifique de l'Institut forestier européen de 1998 à 2002.

La FAO diffuse les principaux résultats de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010

La déforestation mondiale, notamment la conversion des forêts tropicales à l'agriculture, a reculé au cours des 10 dernières années, mais elle se poursuit à un rythme alarmant dans de nombreux pays, d'après les résultats de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA 2010) diffusés en mars.

L'étude de la FAO sur les forêts la plus exhaustive à ce jour montre qu'à l'échelon mondial un peu moins de 13 millions d'hectares de forêts ont été convertis à d'autres utilisations ou détruits par des facteurs naturels chaque année entre 2000 et 2010, contre près de 16 millions d'hectares par an pendant les années 90. L'étude porte sur 233 pays et zones. Elle indique que la superficie forestière totale du monde dépasse à peine 4 milliards d'hectares ou 31 pour cent de la totalité des terres.

Au Brésil et en Indonésie, où les pertes de forêts ont été les plus élevées dans les années 90, les taux de déforestation se sont fortement réduits. En outre, des programmes ambitieux de plantation d'arbres, notamment en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en Inde et au Viet Nam – associés à l'expansion naturelle des forêts dans certaines régions –, ont permis de gagner chaque année plus de 7 millions d'hectares de forêts. La perte nette de forêts a donc diminué pour s'établir à 5,2 millions d'hectares par an en 2000-2010 (une superficie qui équivaut à celle du Costa Rica), contre 8,3 millions d'hectares par an dans les années 90.

L'Amérique du Sud et l'Afrique ont subi la perte nette annuelle de forêts la plus grave en 2000-2010, soit respectivement 4,0 et 3,4 millions d'hectares. L'Océanie a également accusé une perte nette due en partie à la grave sécheresse qui sévit en Australie depuis 2000.

Par ailleurs, l'Asie a enregistré un gain net de quelque 2,2 millions d'hectares par an au cours de la décennie écoulée, grâce notamment aux programmes de boisement à grande échelle dans quelques pays, en particulier la Chine. Toutefois, la conversion des forêts à d'autres utilisations s'est poursuivie à des taux élevés dans de nombreux pays d'Asie du Sud et du Sud-Est.

En Amérique du Nord et centrale, la superficie forestière est restée relativement stable, alors qu'en Europe elle a continué de s'étendre, bien qu'à un rythme plus lent qu'auparavant.

Les résultats sont encourageants dans l'ensemble et montrent que, pour la première fois, le taux de déforestation a reculé à l'échelle mondiale, grâce aux efforts concertés déployés tant au niveau local qu'international.

Cependant, ce taux reste encore très élevé dans de nombreux pays. Les forêts primaires – non perturbées par l'activité humaine – représentent 36 pour cent de la superficie forestière totale, mais elles ont décru de plus de 40 millions d'hectares depuis 2000. Ce changement est largement imputable à l'inclusion des forêts primaires dans la catégorie des «autres forêts régénérées naturellement» pour tenir compte de la coupe d'écrémage ou d'autres interventions humaines.

Parmi les autres résultats importants de FRA 2010, figurent les suivants:

- La superficie forestière dans les parcs nationaux, les espaces naturels et les autres aires protégées légalement, qui a gagné plus de 94 millions d'hectares depuis 1990, équivaut maintenant à 13 pour cent de la superficie forestière totale.
- Les forêts – qui sont parmi les puits de carbone les plus importants au monde – emmagasinent quelque 289 gigatonnes (Gt) de carbone dans les arbres et la végétation. Les stocks de carbone dans la biomasse forestière ont baissé d'environ 0,5 Gt par an en 2000-2010, du fait principalement de la réduction de la superficie forestière totale.



- Les incendies, les ravageurs et les maladies causent des dommages croissants aux forêts dans certains pays. D'après les rapports, 1 pour cent en moyenne de toutes les forêts est durement touché par des incendies chaque année. Les infestations d'insectes forestiers intéressent tous les ans environ 35 millions d'hectares de forêts. Les événements météorologiques extrêmes, comme les orages, les blizzards et les tremblements de terre, ont également provoqué des ravages au cours de la décennie écoulée.
- Les politiques forestières de 76 pays ont été formulées ou mises à jour depuis 2000, et 69 pays – principalement d'Europe et d'Afrique – ont mis en vigueur ou amendé leurs lois forestières depuis 2005.

La collecte de données pour l'Évaluation des ressources forestières mondiales se fait plus précise et détaillée. De nouvelles données et un surcroît d'informations sur le boisement et l'expansion naturelle des forêts au cours des 20 dernières années ont permis d'estimer de façon plus exacte les taux de déforestation et de pertes dus à des causes naturelles. Les nouvelles estimations mondiales pour 1990-2000 (proches de 16 millions d'hectares par an) sont plus élevées que ne l'avait prévu FRA 2005 (13 millions d'hectares), car elles comprennent maintenant aussi la déforestation au sein de pays qui avaient connu jadis un gain net total de superficie forestière.

Les évaluations des ressources forestières mondiales faites par la FAO sont publiées tous les cinq ans. Plus de 900 spécialistes venant de 178 pays et d'organisations forestières internationales ont pris part à l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010. Le rapport intégral de cette évaluation sera publié en octobre 2010. En outre, une enquête mondiale par télédétection sur les forêts conduite par la FAO, qui effectuera des tests sur environ 13 500 sites dans le monde sur une période de 15 ans, sera achevée vers la fin de 2011 et fournira des informations encore plus précises sur les taux de déforestation, de boisement et d'expansion naturelle des forêts.

Une brochure présentant les résultats principaux est disponible sur: www.fao.org/forestry/fra/fra2010

Reboisement et agroforesterie pour une reprise à long terme en Haïti

Le tremblement de terre de magnitude 7,0 qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 a eu des effets dévastateurs en termes de victimes, de blessés et de pertes de maisons, d'infrastructures et de moyens d'existence. La reprise s'avérera une entreprise gigantesque. Les Nations Unies ont immédiatement lancé un appel éclair pour la mobilisation de 1,4 milliard de dollars EU pour couvrir les coûts de l'assistance humanitaire d'urgence et des principaux projets de relèvement accéléré jusqu'en décembre 2010.

À long terme, les secours devront viser à «reconstruire en mieux» – en veillant à ce que les institutions soient plus fortes et plus résistantes qu'auparavant, et que les populations les plus vulnérables soient protégées. Plus de 65 pour cent des Haïtiens se consacrant en premier lieu à l'agriculture, la FAO distribue dès à présent des semences, des engrais et des outils destinés à 180 000 familles de petits exploitants.

La foresterie aura un rôle fondamental à jouer dans l'amélioration de la faible productivité agricole. Haïti a souffert au fil du temps de la perte de fertilité des sols et d'exploitations agricoles potentielles du fait de la déforestation et de la mauvaise gestion des bassins

versants, qui ont conduit à une grave érosion du sol et à une forte vulnérabilité aux inondations, amplifiées par la fréquence des orages tropicaux et des ouragans. Environ 95 pour cent des forêts naturelles du pays ont été détruits, et près de 10 pour cent du couvert forestier (11 000 ha) décimés entre 1990 et 2005.

Le tremblement de terre risque d'aggraver encore la déforestation car les habitants de Port-au-Prince, qui ont quitté la capitale et sont disséminés dans la campagne en quête d'aliments et d'abri, abattront probablement les arbres restants pour satisfaire leurs besoins en énergie et matériel de construction.

La restauration des fonctions de protection et de production des forêts par le reboisement et l'agroforesterie sur les flancs des montagnes dénudées de Haïti permettra de freiner l'érosion du sol et les glissements de terrain, de protéger la production agricole en aval et d'agir comme tampon de protection pour régulariser les débits et la qualité de l'eau destinée aux communautés, à l'agriculture et à la pêche en aval. La FAO considère le reboisement des montagnes et l'agroforesterie comme des priorités impératives, car toute mesure prise pour restaurer les zones rurales et les villes en aval risque de se solder par un échec sans une gestion intégrée en amont du bassin versant. La FAO a élaboré des propositions de projets pour le reboisement et l'agroforesterie, qui seront présentées pour être financées à la Conférence internationale des donateurs «Haïti: construire un nouvel avenir», devant se tenir à New York le 31 mars 2010. La conférence a été organisée par le Bureau des Nations Unies de l'envoyé spécial pour Haïti, afin de mobiliser le soutien international nécessaire pour jeter les bases du relèvement à long terme du pays.

Le programme de reboisement proposé comprend des mesures ciblées de protection des zones reboisées contre la surexploitation (récolte de bois de feu et carbonisation), en vue d'assurer la réhabilitation durable de Haïti.

La FAO a également lancé l'initiative «Arbres fruitiers pour Haïti» à l'appui de la campagne du Gouvernement haïtien visant la plantation de 10 millions d'arbres. Le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a noté, lors d'une visite de quatre jours dans le pays en mars, qu'une augmentation significative de la production alimentaire nationale, l'emploi rural et le reboisement sont les clés pour que Haïti soit plus productif et plus vert. L'initiative de la FAO prévoit la distribution aux jardins scolaires d'arbres fruitiers à croissance rapide. Par la suite, d'autres essences seront également fournies. Un simple don de 5 dollars EU permettra d'acheter un avocatier ou un manguier pour un jardin scolaire, et d'obtenir des engrais et autres intrants, ainsi que du matériel pédagogique pour sensibiliser les Haïtiens au rôle que jouent les arbres dans la protection de l'environnement et la réduction des dangers des ouragans, des inondations et de l'érosion. Pour plus d'informations, ou pour offrir une contribution, consulter: getinvolved-donate.fao.org

La FAO et le PCF étudient comment évaluer la dégradation des forêts

Les taux de déforestation et de perte de forêts sont mesurés régulièrement, mais la dégradation des forêts, tout en étant également importante, est plus difficile à évaluer. De nombreux objectifs et initiatives récents d'ordre environnemental reposent sur la mesure de la dégradation des forêts – y compris le premier Objectif mondial du Forum des Nations Unies sur les forêts, les initiatives relatives au changement climatique pour la réduction des émissions dues



à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement, et l'Objectif 2010 pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique.

Les organisations forestières internationales ont défini la dégradation des forêts comme la réduction de la capacité d'une forêt à fournir des biens et services. Cependant, au-delà de cette définition de base, les perceptions de la dégradation sont multiples et variées suivant le moteur de dégradation et le point d'intérêt principal – conservation de la biodiversité, piégeage du carbone, production de bois, conservation du sol ou récréation, par exemple. En l'absence de définitions et de méthodes d'évaluation convenues, rares sont les pays à même de communiquer à l'heure actuelle la superficie des forêts dégradées ou le niveau de dégradation.

La FAO et d'autres membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), ainsi que d'autres partenaires, entreprennent à l'heure actuelle une étude spéciale visant à identifier les éléments de la dégradation des forêts et les meilleures pratiques d'évaluation. L'objectif principal de l'étude, qui est réalisée dans le cadre de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA 2010), consiste à renforcer la capacité des pays à évaluer, surveiller et communiquer l'ampleur de la dégradation en :

- identifiant les éléments et indicateurs spécifiques de la dégradation des forêts et des forêts dégradées;
- classant les éléments et harmonisant les définitions;
- identifiant et décrivant les méthodes d'évaluation existantes et prometteuses;
- élaborant des outils et directives d'évaluation.

Les forêts peuvent être dégradées lorsqu'elles perdent n'importe lequel des biens et services qu'elles procurent (fibres, aliments, habitat, eau, stockage du carbone et autres valeurs de protection, socio-économiques et culturelles). En utilisant les sept éléments thématiques de la gestion durable des forêts, l'étude identifiera les indicateurs aptes à évaluer le degré de dégradation d'une forêt à différents niveaux de gestion.

L'étude comprend une enquête sur les pratiques utilisées dans le pays pour vérifier ce qui est mesuré; une étude analytique sur les définitions pour fournir un cadre au processus; et une série d'études de cas pour décrire des méthodes et outils éprouvés ou prometteurs permettant d'évaluer différents aspects de la dégradation des forêts.

Du 8 au 10 septembre 2009, une réunion technique s'est tenue au siège de la FAO à Rome pour examiner les résultats et recommander des actions visant à améliorer les mesures, l'évaluation et la communication en ce qui concerne la dégradation des forêts. Y ont participé tous les spécialistes ayant contribué à l'étude et des représentants d'organisations internationales.

Les études de cas et une analyse des définitions de la dégradation des forêts ont été présentées et débattues. Les groupes de travail ont ensuite examiné de façon plus détaillée les indicateurs de dégradation et les méthodes d'évaluation éprouvées et prometteuses. Une session a également été consacrée aux liens entre la dégradation des forêts et le changement climatique.

Parmi les principaux résultats, les participants à la réunion sont convenus d'une définition générique de la «dégradation des forêts» comme une réduction de la capacité d'une forêt à procurer des biens et services, et ont noté que cette définition fournit un cadre pour l'élaboration de définitions plus spécifiques servant à des objectifs particuliers. Les participants ont également recommandé les mesures suivantes :

- améliorer la communication des nombreux aspects différents de la dégradation des forêts aux négociateurs chargés du changement climatique;
- accorder plus d'attention à l'harmonisation des définitions et des méthodes permettant de surveiller cinq aspects de la dégradation des forêts, à savoir le niveau de matériel sur pied, la biodiversité, la santé des forêts, le degré d'utilisation/production et le sol forestier;
- inclure la dégradation des forêts, sous l'angle du changement climatique, dans le mécanisme proposé pour réduire les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD), puisqu'il n'existe pas de méthodes servant à surveiller les changements des stocks de carbone;
- élaborer des outils et des directives permettant de mesurer différents aspects de la dégradation des forêts.

Pour plus d'informations, consulter: www.fao.org/forestry/degradation-cpf